



Projet d'acquisition des activités ferroviaires de BOMBARDIER par le groupe ALSTOM :

Quels risques pour les salariés de ces entreprises et de leurs sous-traitants ?

Une réunion exceptionnelle, le 22 juin, en visio-conférence, a « rassemblé » 63 délégués syndicaux et représentants de travailleurs d'Alstom et Bombardier transport, de 11 pays d'Europe. FO y était évidemment représentée : Notre organisation syndicale est en effet présente chez ces deux donneurs d'ordres mais aussi chez des sous-traitants.

Sans surprise nous avons constaté que tous les participants regrettent comme nous le manque de transparence des directions des 2 groupes, l'absence de stratégie industrielle et l'absence de garantie sur l'emploi...

Le projet ALSTOM/BOMBARDIER vu par les experts mandatés par les représentants du personnel d'Alstom et de Bombardier en quelques lignes :

- ⇒ Alstom devra, au départ, financer seul les moyens nécessaires aux 2 entreprises. Le « cash » est un gros sujet d'inquiétude car les besoins estimés au début du projet n'incluent pas les inévitables conséquences de la crise sanitaire dont l'impact semble négligé.
- ⇒ •Le rachat des activités ferroviaire par ALSTOM est une bouée de sauvetage pour le groupe BOMBARDIER en très grande difficulté financière.
- ⇒ ALSTOM et BOMBARDIER totalisent à eux deux énormément de sites en Europe : Quid des « synergies » et des doublons...
- ⇒ •Risques de « remèdes » (cessions d'activités) à apporter à la commission européenne de la concurrence.
- ⇒ Les risques sociaux sont « évacués » par les directions d'Alstom et de Bombardier, leurs argumentaires reposant sur un carnet de commandes bien fournis et des futurs besoins élevés mais quels seront les effets de la crise sanitaire sur les clients ...
- ⇒ Quel est le plan industriel prévu ? Quelle est la logique industrielle ? Quelle stratégie et quels impacts vis-à-vis des sous-traitants d'Alstom et Bombardier ? (risque de pression accrue sur les prix, dépendance envers une seule entreprise pour certains, etc...)

Analyse FO :

Tous ces éléments soulevés par les experts nous font craindre des suppressions d'emplois dans une situation où, par ailleurs, le gouvernement français prévoit une nouvelle augmentation massive du chômage à l'automne.

Par conséquent, pour FO, les pouvoirs publics et notamment le gouvernement doit intervenir afin de garantir, la pérennisation de tous les emplois sur chaque site et dans chaque entreprise.

FO demande aussi :

- ⇒ La mise en œuvre d'une vraie politique industrielle ferroviaire qui réponde aux exigences de mobilité et de protection du climat.
- ⇒ L'arrêt des délocalisations dans les pays à bas coût de main-d'œuvre et par conséquent que les pouvoirs publics renforcent leur exigence de production locale pour les marchés publics.